

DIGI4FED

DIGITAL (R)EVOLUTION IN BELGIAN FEDERAL GOVERNMENT: AN OPEN GOVERNANCE ECOSYSTEM FOR BIG DATA, ARTIFICIAL INTELLIGENCE, AND BLOCKCHAIN.

CONTRACT - B2/191/P3/DIGI4FED

RÉSUMÉ

DIGI4FED vise à comprendre la manière dont les (big) data peuvent être utilisées au sein de l'administration fédérale belge dans le but d'améliorer la prestation de services publics grâce aux nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et la blockchain. En se concentrant sur les conditions techniques, morales, juridiques, et organisationnelles au sein des processus décisionnels fédéraux internes et externes, DIGI4FED vise à développer un modèle de gouvernance qui sert les processus de l'administration et les services publics du gouvernement fédéral belge par la pleine utilisation du potentiel offert par le big data et son application via l'intelligence artificielle et la blockchain. DIGI4FED se concentre sur le développement d'un *proof-of-concept* (PoC) pour un modèle de gouvernance (ou *design artefact*) dans deux domaines spécifiques de la politique fédérale : la lutte contre la fraude fiscale et les infractions à la sécurité sociale.

Tout au long du projet, l'équipe DIGI4FED a collecté des données par divers moyens (via des expériences, des entretiens, un living-lab) afin de concevoir et tester des modalités de gouvernance pour une meilleure utilisation des nouvelles technologies numériques dans la lutte contre les infractions à la sécurité sociale et les fraudes fiscales. La recherche a révélé plusieurs types de défis à l'introduction des nouvelles technologies numériques au sein de l'administration fédérale belge (par exemple les défis opérationnels, administratifs, techniques, juridiques, politiques, et liés à la confiance et à l'acceptation par les usagers). Afin de surmonter les défis identifiés et guider l'introduction de ces technologies dans la lutte contre la fraude fiscale et sociale, les résultats de la recherche ont été compilés en trois ensembles de recommandations politiques axées sur les défis juridiques et opérationnels, les enjeux liés à la confiance, et les défis de gouvernance.